

En 1909, la Eastern Press Association fut fondée dans les Provinces Maritimes. L'Ontario et le Québec fondèrent leur propre organisme deux ans plus tard, et quatre agences indépendantes couvraient ainsi des parties différentes du pays. L'année 1910 marque un tournant dans la lutte des associations de presse coopératives. La Western Associated Press protesta auprès de la Commission des chemins de fer contre les taux exorbitants et injustes imposés aux membres de l'association pour l'usage des systèmes de communications télégraphiques du Pacifique Canadien, comparés aux taux de son propre service d'informations. Les associations coopératives de l'Est et de l'Ouest appuyèrent cette contestation et la cause fut enfin gagnée. Il fut admis en principe que les chemins de fer n'avaient rien à voir au journalisme et le Pacifique Canadien céda volontiers aux journaux canadiens tous droits canadiens à l'Associated Press, le grande association coopérative d'éditeurs de journaux quotidiens d'Amérique. La Presse Canadienne Limitée fut fondée en 1911, pour assumer ces droits au nom des éditeurs canadiens en général, et devint le premier chaînon de coordination des quatre associations régionales. Ces coopératives étaient limitées aux quotidiens qui devaient aussi être affiliés à la Presse Canadienne Limitée.

Au cours des années suivantes, le président actif de la Western Associated Press travailla sans relâche à la réalisation d'une association coopérative nationale de la presse canadienne; mais il se butait à la difficulté apparemment insurmontable de franchir, par des communications louées et coûteuses, les "vides" géographiques n'ayant pas la population suffisante pour soutenir le journal quotidien, indispensable à la fusion de ces quatre agences. Ces vides isolaient Saint-John de Montréal, Ottawa de Winnipeg, et Calgary de Vancouver. Les besoins pressants de la guerre provoqua l'élan nécessaire. Le gouvernement Borden, s'étant rendu compte que l'unité de presse au Canada était essentielle à la poursuite heureuse de la guerre de 1914-18, accorda à la Presse Canadienne Limitée, en 1917, une subvention annuelle de \$50,000, dans le but exprès de relier ces étendues par voies télégraphiques louées. Les quatre coopératives régionales furent en conséquence fusionnées, le 1er septembre de la même année, en une agence nationale de centralisation et de distribution de l'information, connue sous le nom de Presse Canadienne, ayant une charte fédérale.

En 1924, la subvention fut supprimée; mais la Presse Canadienne était en mesure de supporter ce fardeau supplémentaire et disposée à le faire et considérait qu'elle se délivrait ainsi du moindre soupçon de contrôle par l'Etat. A l'assemblée annuelle de 1925 on déclara officiellement que "la Presse Canadienne ne devra plus jamais accepter une subvention ou aide financière, peu importe la source".

La Presse Canadienne a formé une alliance avec l'Associated Press, Reuters et Havas, en vertu de laquelle elle échange des informations avec le reste du monde. Son siège social est à Toronto mais elle a des bureaux à Londres, New-York, Halifax, Montréal, Ottawa, Winnipeg, Edmonton, Regina, et Vancouver. Sauf exceptions d'importance secondaire, elle compte parmi ses affiliés tous les quotidiens du pays. Les lignes privées de la PC transmettent les informations d'une extrémité à l'autre du Canada aux journaux de toutes les couleurs politiques—libéraux, progressistes-conservateurs, commonwealth coopératif fédéré et indépendants. Les informations sont également expédiées à Radio-Canada et aux postes de radio indépendants.

Le fait que tous les journaux, sans considération d'attaches politiques, reçoivent les services de la Presse Canadienne explique comment la suppression de toute vérité fondamentale est à peu près impossible. Supposons, par exemple, qu'un membre du personnel de la Presse Canadienne décide de supprimer une critique portée contre